

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Géopolitique et stratégie

N° 569 du 17.02.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

1-1 Matthew Cassel : La révolution en Egypte: "Mauvaise pour les Israëls".

1-2 Entretien avec Pierre Stambul : L'avènement de la démocratie en Égypte, un espoir pour les Palestiniens ?

1-3 Manlio Dinucci : Quand l'or blanc du Nil fait envie à Israël aussi.

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

2-1 Aya Kaniuk & Tamar Goldschmidt : « à 13 ans, ils lui ont pissé dessus, l'ont torturé et condamné à huit mois de prison. »

2-2 « Des soldats israéliens ont torturé deux enfants et les ont forcé à boire l'eau des latrines. »

2-3 Dîner du CRIF : Sarkozy fait état des « racines juives de la France ».

3 Histoire

3-1 Noam Chomsky : [La sauvagerie de l'impérialisme états-unien.](#)

4 Annexe

4 Alain Gresh : Palestine : La prochaine guerre.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Matthew Cassel : La révolution en Egypte: "Mauvaise pour les Israëls".

Le point de vue d'Israël, c'est que si elles réussissent, les révolutions tunisienne et égyptienne sont mauvaises, très mauvaises. Les Arabes instruits – ils ne sont pas tous habillés comme des "islamistes", un bon nombre

d'entre eux parlent un anglais parfait et dont le souhait de la démocratie est articulé sans recourir à une rhétorique "anti-occidentale" - sont mauvais pour Israël.

Les armées arabes qui ne tirent pas sur ces manifestants sont aussi mauvaises que de nombreuses autres images qui se sont déplacées et ont enthousiasmé tant de gens à travers le monde, même en Occident. Cette réaction du monde est aussi mauvaise, très mauvaise. Elle donne de l'occupation israélienne en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza ainsi que de ses politiques d'apartheid à l'intérieur de l'État l'apparence d'actes d'un régime «arabe» typique.

Pendant un temps, on ne pouvait pas deviner ce qu'était la pensée officielle d'Israël. Dans le premier message de bon sens jamais donné à ses collègues, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a demandé à ses ministres, ses généraux et ses politiciens de ne pas se prononcer publiquement sur les événements en Egypte. Pour un bref instant on a pu penser qu'Israël se détournait du rôle de voyou du voisinage à celui qu'il a toujours été: un visiteur ou un résident permanent.

Il semble Netanyahu a été particulièrement gêné par les propos malheureux sur la situation prononcés publiquement par le général Aviv Kochavi, le chef du renseignement militaire israélien. Ce top expert israélien sur les affaires arabes a déclaré en toute confiance il ya deux semaines à la Knesset que le régime de Moubarak était plus solide et résistant que jamais. Mais Netanyahu ne pouvait pas se taire plus longtemps. Et quand le patron a parlé tous les autres ont suivi. Et quand ils ont tous répondu, leurs commentaires ont donné des commentateurs de Fox News l'image d'une bande de pacifistes et de hippies partisans de l'amour libre dans les années 1960. L'essentiel de la narration israélienne est simple: il s'agit d'une révolution à l'iranienne aidée par Al Jazeera et stupidement autorisée par le président américain Barack Obama, qui est un nouveau Jimmy Carter, et un monde stupéfait. Les anciens ambassadeurs d'Israël en Egypte sont les fers de lance de l'interprétation israélienne. Toute leur frustration d'avoir été enfermés dans un appartement dans un gratte-ciel cairote ressort désormais comme un volcan en éruption. Leurs tirades peuvent se résumer par les paroles de l'un d'entre eux, Zvi Mazaël qui a dit à la télévision israélienne Channel One, le 28 Janvier, "c'est mauvais pour les Juifs, très mauvais". En Israël, bien sûr, quand vous dites "mauvais pour les Juifs", vous parlez des Israéliens - mais il faut aussi dire que tout ce qui est mauvais pour Israël est mauvais pour les Juifs partout dans le monde (en dépit des preuves du contraire depuis la fondation de l'état).

Mais ce qui est vraiment mauvais pour Israël, c'est la comparaison. Peu importe comment tout cela finira, cela expose les erreurs et les faux semblant d'Israël comme jamais auparavant. L'Egypte connaît une Intifada pacifique, la violence meurtrière venant du côté du régime. L'armée n'a pas tiré sur les manifestants, et avant même le départ de Moubarak, déjà sept jours après le début des manifestations, le ministre de l'Intérieur qui a dirigé ses hommes de main pour réprimer violemment les manifestations avait été viré et sera probablement traduit en justice.

Oui, cela a été fait afin de gagner du temps et de tenter de persuader les manifestants de rentrer chez eux. Mais même cette scène, maintenant oubliée, ne pourra jamais se passer en Israël. Israël est un lieu où tous les généraux qui ont ordonné les tirs sur des manifestants anti-occupation Palestiniens et Juifs sont maintenant en compétition pour le plus haut poste de chef d'état-major général.

L'un d'eux est Yair Naveh, qui donnait les ordres en 2008 de tuer des suspects palestiniens, même s'ils pouvaient être arrêtés pacifiquement. Il n'ira pas en prison ; mais la jeune femme, Anat Kamm, qui a révélé ces ordres risque maintenant neuf ans de prison pour avoir informé le quotidien israélien Haaretz. Pas un général israélien ou un politicien n'a ou ne va passer un jour en prison pour avoir ordonné aux troupes de tirer sur des manifestants non armés, des civils innocents, des femmes, des vieillards et des enfants. La lumière rayonnante de l'Egypte et de la Tunisie est si forte qu'elle illumine également les espaces les plus sombres de la «seule démocratie au Moyen-Orient.»

Les Arabes non-violents, démocratiques (qu'ils soient religieux ou non) sont mauvais pour Israël. Mais peut-être ces Arabes étaient là depuis longtemps, non seulement en Egypte, mais aussi en Palestine. L'insistance des commentateurs israéliens sur la question la plus importante en jeu - le traité de paix israélo-égyptien - est une diversion, et a peu d'intérêt comparée à l'impulsion puissante qui secoue le monde arabe dans son ensemble. Les traités de paix avec Israël sont les symptômes de la corruption morale, non pas de la maladie elle-même - c'est pourquoi le président syrien Bachar El-Assad, sans aucun doute un leader anti-israélien, n'échappe pas à cette vague de changements. Non, ce qui est en jeu ici, c'est le prétexte qu'Israël est un pays stable, civilisé, l'île de l'ouest dans une mer agitée de la barbarie islamique et du fanatisme arabe. Le «danger» pour Israël est que la cartographie reste la même, mais que la géographie change. Il serait encore une île, mais de la barbarie et du fanatisme dans une mer d'Etats égalitaires et démocratiques nouvellement formés.

Aux yeux de larges couches de la société civile occidentale, l'image démocratique d'Israël a depuis longtemps disparu, mais elle peut maintenant être estompée et ternie aux yeux des autres qui sont au pouvoir et en politique. Quelle est l'importance de l'ancienne et positive image d'Israël pour maintenir sa relation privilégiée avec les États-Unis? Seul le temps nous le dira.

Mais d'une façon ou d'une autre le cri montant de la place Tahrir au Caire est un avertissement que les fausses mythologies de la «seule démocratie au Moyen-Orient », le fondamentalisme chrétien dur (bien plus sinistre et corrompu que celui des Frères musulmans), le profit cynique des entreprises militaro-industrielles, le néo-conservatisme et le lobbying brutal ne garantira pas indéfiniment la pérennité de la relation spéciale entre Israël et les États-Unis.

Et même si la relation spéciale persévère pendant un certain temps, il est maintenant basé sur des fondements encore plus fragiles. Les études de cas diamétralement opposées entre d'une part les puissances régionales

jusqu'ici toujours anti-américaines de l'Iran et de la Syrie, et dans une certaine mesure de la Turquie, de l'autre les tyrans pro-américains qui sont finalement tombés, sont révélatrices: même durable, le soutien américain pourrait ne pas suffire à l'avenir pour maintenir un «Etat juif» ethnique et raciste au cœur d'un monde arabe en mutation.

Cela pourrait être une bonne nouvelle pour les Juifs, même pour les Juifs en Israël sur le long terme. Etre entourés par les peuples qui chérissent la liberté, la justice sociale et de la spiritualité et qui naviguent parfois en toute sécurité et parfois brutalement entre tradition et modernité, nationalisme et humanité, mondialisation capitaliste agressive et survie quotidienne, ne va pas être facile.

Mais cette situation nouvelle a un horizon, et elle comporte l'espoir de déclencher des changements similaires en Palestine. Elle peut mettre fin à plus d'un siècle de colonisation et de dépossession sioniste, et la remplacer par une réconciliation plus équitable entre les victimes palestiniennes de ces politiques criminelles où qu'elles soient, et la communauté juive. Cette réconciliation sera construite sur la base du droit au retour des Palestiniens et sur tous les autres droits pour lesquels le peuple d'Égypte a si vaillamment combattu dans les vingt derniers jours. Mais faites confiance aux Israéliens pour ne pas manquer une occasion de rater la paix. Ils crieront au loup. Ils demanderont, et recevront, des fonds supplémentaires du contribuable américain en raison de la nouvelle "évolution". Ils interféreront clandestinement et destructivement afin de saper toute transition vers la démocratie (souvenez-vous quelle la force et quelle la méchanceté ont caractérisé leur réaction à la démocratisation de la société palestinienne?), et ils élèveront la campagne islamophobe à des sommets nouveaux et sans précédent. Mais qui sait, peut-être le contribuable américain ne voudra pas bouger cette fois-ci. Et peut-être les hommes politiques européens suivront le sentiment général de leur public et permettront non seulement à l'Égypte d'être radicalement transformée, mais aussi appelleront également à un changement semblable en Israël et en Palestine. Dans un tel scénario, les Juifs d'Israël ont une chance de faire partie du vrai Moyen-Orient et non pas un membre étranger et agressif d'un Moyen-Orient qui a été le fruit de l'imagination hallucinatoire sioniste. Ilan Pappé est professeur d'histoire et directeur du Centre européen d'études sur la Palestine à l'Université d'Exeter. Son livre le plus récent est *Out of the Frame: The Struggle for Academic Freedom in Israel* (Pluto Press, 2010).

Publié le 15 février 2011

Tags: [politique israélienne](#), [relations internationales](#)

Source : [Electronic Intifada, 14 February 2011](#)

« [Révolution égyptienne, l'exceptionnalisme israélien](#)
[Israël approuve 120 nouveaux logements à Jérusalem-Est](#) »

<http://www.association-belgo-palestinienne.be:80/infos/la-revolution-en-egypte-et-israel-mauvaise-pour-les-juifs/>

1-2 Entretien avec Pierre Stambul : L'avènement de la démocratie en Égypte, un espoir pour les Palestiniens ?

Bien sûr, la question palestinienne n'est absolument pas centrale dans la révolte du peuple égyptien. Mais elle le redeviendra quand un nouveau pouvoir s'établira. Et la popularité de la cause palestinienne interdira à ce nouveau pouvoir de maintenir ce type de complicité (Israël/Égypte).

Pierre Stambul est membre du Bureau National de l'Union Juive Française pour la Paix.

Entretien publié dans *Le Matin*, journal algérien, le 08 Février 2011.

L'avènement de la démocratie en Égypte, un espoir pour les Palestiniens ?

Le monde entier a les yeux tournés vers l'Égypte qui est en train de vivre un tournant dans son histoire, dans la foulée de la révolution tunisienne.

Quel rôle les États arabes, et en particulier l'Égypte, ont-ils joué dans le passé dans le conflit israélo-palestinien ?

Pendant la guerre de 1948 qui est la « catastrophe » (Naqba) pour les Palestiniens et la guerre d'indépendance pour les Israéliens, il y a eu une grande solidarité des peuples arabes pour la Palestine. L'attitude des gouvernements arabes a été très différente. Chacun se battait pour ses propres intérêts et pas pour les Palestiniens.

Dans son livre *La guerre de 1948 en Palestine*, l'historien « dissident » israélien Ilan Pappé montre bien comment par exemple la légion jordanienne qui était capable d'infliger de lourdes pertes aux troupes sionistes ne s'est battue que sur le futur tracé des frontières puisqu'il y avait un accord secret entre le roi de Jordanie et la direction sioniste sur le dépeçage de la Palestine. À la fin de cette guerre, Jordanie et Égypte se sont partagés les 22% de la Palestine qui n'ont pas été conquis par les Israéliens et il n'a jamais été question d'un État palestinien. Entre 1948 et 1967, Gaza est un territoire égyptien particulièrement délaissé et déshérité.

Par la suite, les crimes commis contre les Palestiniens par les dirigeants des pays arabes se multiplient : 30 000 Palestiniens massacrés par les troupes jordaniennes qui reçoivent un appui militaire décisif israélien (Septembre noir, 1970), Sabra et Chatila où les milices phalangistes libanaises massacrent la

population civile avec l'appui militaire israélien (Beyrouth, 1982). Ou encore Arafat encerclé par les troupes syriennes et les vedettes israéliennes à Tripoli (Liban) en 1983. Sans oublier comment les réfugiés palestiniens sont (mal)traités au Liban depuis 60 ans.

Quels sont les enjeux d'un changement politique dans ce pays à l'échelle de la région ?

Il y a avant tout un enjeu pour les peuples qui se révoltent. Depuis des années, l'univers des pays arabes est figé. En Occident, les « Arabes » et les « Musulmans » sont représentés comme le mal absolu, comme des terroristes islamistes en puissance. Du coup, ces pays sont condamnés à subir des dictatures militaires et policières corrompues voire mafieuses. Les peuples tunisien et égyptien et tous les autres qui s'inspirent de leur exemple montrent qu'il n'y a pas de fatalité. Ils bousculent toutes les certitudes stratégiques. Même en l'absence de forces politiques prêtes à exercer le pouvoir, ils expriment avec une très grande radicalité leur besoin d'éradiquer tous les aspects de leurs dictatures.

Il se trouve que, depuis l'écroulement de l'Union Soviétique, la plupart des gouvernements arabes sont devenus particulièrement dépendants de l'Occident et de l'impérialisme américain. L'Égypte est le deuxième pays, après Israël, à recevoir une aide économique américaine considérable qui, loin de soulager la misère de la population, sert avant tout à maintenir en place la dictature de Moubarak. L'Irak, au prix d'incroyables destructions et de centaines de milliers de civils assassinés, est devenu un protectorat occidental avec la complicité de nombreux dirigeants arabes. Tout cet équilibre est en train de basculer.

Comment les autorités israéliennes, l'opinion et les médias, vivent cette contestation populaire qui a clairement exprimé son hostilité vis-à-vis de l'État hébreu ?

Le débat a lieu en Israël. Le journal *Haaretz* et divers politiciens s'aperçoivent tout d'un coup que les Israéliens ont toujours cherché dans le monde arabe comme « partenaires » des dictateurs. Les derniers soutiens officiels à Moubarak viennent du gouvernement israélien. Et aussi de l'Autorité Palestinienne, ce qui n'est pas très glorieux.

Vis-à-vis des Palestiniens, les dirigeants israéliens ont toujours proclamé « *qu'ils n'avaient pas de partenaire pour la paix* ». Moubarak était pour les Israéliens le partenaire rêvé, celui avec lequel on pouvait multiplier les réunions luxueuses à Charm-el-Cheikh. Ce partenaire domestiqué a laissé faire, sans jamais réagir, les pires ignominies contre les Palestiniens. Moubarak a toujours été le complice efficace des Israéliens dans le blocus contre Gaza. Ce blocus qui est un véritable crime de guerre s'est prolongé après le massacre de l'opération « plomb durci » (1400 morts, quasiment tous civils en 2008-2009). Le gouvernement israélien a bien conscience qu'il n'est pas prêt de retrouver un tel complice. Pour l'opinion et les médias israéliens qui rêvent toujours que les Palestiniens finiront à terme par devenir des indigènes domestiqués vivant dans leurs réserves, les révolutions en cours leur rappellent que la paix ne peut pas reposer sur des accords partiels avec des dictatures. Et bien sûr cette opinion, sérieusement travaillée par le « complexe de Massada » (c'est-à-dire l'idée que dans cette guerre les seules victimes sont les Juifs) ne voit dans les manifestations de Tunis ou du Caire que l'expression de l'islamisme radical et de l'antisémitisme. Il y a d'ailleurs une rumeur insistante qui court en Israël ou dans plusieurs communautés juives, affirmant que des synagogues ont été attaquées en Tunisie. Toutes les nouvelles que nous avons prouvent exactement le contraire, mais cette rumeur est significative.

Les accords signés par l'Égypte avec Israël peuvent-ils être remis en question par un nouveau gouvernement ?

Ces accords auraient pu signifier autre chose : l'idée, à laquelle Arafat a cru, du principe « la paix contre les territoires ». Mais les Israéliens n'avaient pas d'intérêt colonial direct dans le Sinaï et en 1978, Begin n'a pas hésité à expulser 10 000 colons pour signer cette paix. Dès le début, cette paix s'est faite CONTRE les Palestiniens. Il s'agissait d'une paix séparée retirant définitivement (du moins le croyait-on) l'Égypte du camp des pays ennemis. Et aujourd'hui ? Bien sûr, la question palestinienne n'est absolument pas centrale dans la révolte du peuple égyptien. Mais elle le redeviendra quand un nouveau pouvoir s'établira. Et la popularité de la cause palestinienne interdira à ce nouveau pouvoir de maintenir ce type de complicité. Les premières conséquences pourraient être une rupture du blocus de Gaza avec l'ouverture de la frontière de Rafah. Personnellement, j'aimerais que le futur gouvernement égyptien aille plus loin et que, comme l'ont fait le Venezuela et la Bolivie, il gèle ses relations politiques et diplomatiques, tant que dureront l'occupation et la destruction de la Palestine.

Quel rôle l'armée égyptienne peut-elle jouer dans la suite des événements ?

L'armée égyptienne est au pouvoir depuis 60 ans. Ses dirigeants contrôlent l'appareil d'État et font partie de la minorité de privilégiés qui s'est enrichie au-delà de tout. Imaginer que cette armée pourrait jouer un rôle de médiateur est une dangereuse illusion. On a d'ailleurs pu constater la complicité de cette armée lors des exactions commises par les « pro-Moubarak » qui étaient essentiellement issus de l'appareil policier et du parti au pouvoir. Mais dans cette armée, il y a des appelés ou des soldats de base qui sont plutôt solidaires des manifestants. Si la hiérarchie militaire, que ce soit en Égypte ou en Tunisie, n'est pas remise en cause, ces révolutions resteront inachevées et la minorité de nantis qui a largement profité des dictatures mafieuses conservera une partie de son pouvoir.

Les événements en Tunisie, en Algérie, en Égypte, au Yémen et en Jordanie préfigurent-ils selon vous un changement des rapports de force dans la région en faveur de l'instauration d'un État palestinien ?

Il est difficile de faire des prévisions. Mais on est peut-être en train d'assister à un basculement. Dans les années 1960-70, il y avait dans tous les pays arabes une poussée progressiste, un foisonnement de mouvements de révolte. L'Occident et les États-Unis ont tout fait pour faire refluer les mouvements progressistes et révolutionnaires. La victoire israélienne de 1967 a joué un rôle capital dans ce reflux. Par la suite, les régimes arabes sont quasiment tous devenus des gendarmes garantissant la sécurité de l'Occident face au « péril islamiste », ce qui paraît un peu curieux quand on pense à ce qu'est le régime saoudien. Ces régimes sont tous devenus des dictatures avec parti unique, élections truquées, corruption généralisée, clans mafieux, répression violente, misère du plus grand nombre et richesse insolente d'une minorité.

En même temps, ces régimes ont ouvertement trahi le peuple palestinien en le poussant à des « pseudo-négociations » qui étaient surtout des demandes de capitulation. Tous ces pays auraient pu depuis longtemps exercer de véritables pressions pour faire cesser l'impunité d'Israël. Ils ne l'ont jamais fait. Le plan de paix Saoudien (2002) aurait pu être la base d'un règlement. Les dirigeants arabes n'ont rien fait pour l'imposer et ils ont laissé les Palestiniens désarmés face à la répression. Si des changements démocratiques se multiplient dans le monde arabe, cette politique de capitulation et de trahison des Palestiniens pourrait être remise en cause. Mais encore une fois, ce qui a fait descendre les peuples dans la rue, ce sont surtout la soif de liberté, la pauvreté et la corruption, pas la question palestinienne.

Comment les Palestiniens vivent-ils ces événements ?

La division de la Palestine avec deux gouvernements rivaux et pas d'État est une victoire de l'occupant. À Gaza, les manifestations de soutien au peuple égyptien ont été autorisées. D'autant que le Hamas est lié aux Frères Musulmans. Par contre en Cisjordanie, l'Autorité Palestinienne continue de soutenir Moubarak et a fait interdire les manifestations. Très critiqué pour sa soumission face à l'occupant, Mahmoud Abbas court le risque d'être assimilé à Moubarak. Lors de mon dernier voyage en Palestine (oct-nov 2010), j'ai entendu des propos très durs du genre : « nous aurions aimé n'avoir qu'un ennemi et pas deux ». Cet appui à Moubarak va renforcer son impopularité. Fondamentalement, les Palestiniens espèrent avant tout la fin rapide du blocus de Gaza.

La question palestinienne est intimement liée à cet équilibre de l'oppression que les puissances occidentales maintiennent à travers Israël, considéré comme la seule démocratie dans cette région.

Quelles sont les perspectives qui se dessinent ?

L'historien israélien Shlomo Sand écrit que « État Juif et démocratique, c'est une contradiction ». Le caractère démocratique de l'État israélien ne concerne que les Juifs (et encore, plusieurs « anarchistes contre le mur » ont été arrêtés). Il n'a jamais concerné les Palestiniens : 700 000 d'entre eux ont connu la prison depuis 1967 et aujourd'hui, on trouve en prison des maires, des députés, des dirigeants politiques de tous les partis, des animateurs/trices d'associations en très grand nombre. Israël n'a jamais été le seul État démocratique de la région, mais c'est le seul État occidental devenu le gendarme de l'Occident au Proche-Orient. En face, il y avait des dictatures corrompues voire mafieuses, ce qui garantissait une situation immuable. L'avènement de la démocratie dans la région est un espoir.

Propos recueillis par Keltoum Staali

De Pierre Stambul :

[En quoi les sionistes sont-ils légitimés pour instrumentaliser l'antisémitisme ?](#)

[Pas de paix sans justice en Palestine, revenir aux droits fondamentaux](#)

[Derrière l'écrasement de la Palestine, une falsification des histoires et des identités juives](#)

[Le sionisme a gommé les différences idéologiques](#)

[Pour créer l'Israélien nouveau, il a fallu tuer le Juif](#)

[Quand des Israéliens démontent le mythe sioniste \(1\)](#)

[Quand des Israéliens démontent le mythe sioniste \(2\)](#)

Interview de Pierre Stambul par Keltoum Staali (*Le Matin*)

[Pierre Stambul : "Moi, juif antisioniste..."](#)

à 12 février

Pierre Stambul - UJFP

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10149

1-3 Manlio Dinucci : Quand l'or blanc du Nil fait envie à Israël aussi.

Le cours du Nil en Egypte. A travers le canal Al-Salam son eau arrive, en passant sous le canal de Suez, d'une branche du delta jusque dans le Sinaï septentrional, à quelques dizaines de kilomètres seulement de la frontière avec Israël et Gaza.

En coulisse, la course pour l'accès à l'eau

Israël, écrit le *New York Times*, fait pression sur l'administration Obama pour qu'elle assure une « transition ordonnée » de l'après-Moubarak, craignant qu'un nouveau gouvernement égyptien « n'abandonne l'attitude bénévole du président envers Israël ». Parmi les concessions que Tel Aviv espérait obtenir de Moubarak, il y en a une dont on ne parle pas mais qui revêt une importance stratégique fondamentale : l'accès israélien aux eaux du Nil.

L'Egypte, née du Nil, continue à fonder sa vie sur le grand fleuve qui court sur 1.500 Kms de la frontière méridionale à l'embouchure en delta sur la Méditerranée, en créant une longue, fertile vallée à travers le désert. Sur ses rives et dans la zone du delta se concentre plus de 95% de la population, atteignant presque les 85 millions. La digue d'Assouan, construite avec l'assistance de l'URSS en 1960-1971, a créé un vaste lac artificiel, le Nasser. Puis dans les années 90, a commencé la construction d'autres grandes œuvres hydrauliques. Parmi celles-ci le canal Al-Salam, qui apporte l'eau d'une branche du delta vers l'est jusqu'à la péninsule du Sinaï, en passant par des canaux souterrains sous le Canal de Suez. Ces œuvres, tandis qu'elles permettent d'irriguer de nouvelles terres et produire de l'énergie électrique, diminuent la portée du Nil et la quantité de limon qu'il transporte, en provoquant un recul du delta et, en conséquence, la perte de terres fertiles.

Il est vital, pour l'Egypte, de continuer à disposer amplement des eaux du Nil. En amont, dans le bassin du fleuve (long de 6.671 Kms) et des ses affluents, se trouvent cependant huit autres pays : Soudan, Ethiopie, Kenya, Ouganda, Congo (Rep. Dém.), Rwanda, Burundi et Tanzanie. Avec l'Egypte, ils font partie de l'Initiative du bassin du Nil, un partenariat pour la cogestion des ressources hydriques de la zone. Tâche pas facile. Selon des accords remontant à l'époque du colonialisme britannique, Egypte et Soudan auraient le droit d'utiliser 80% de l'eau. Mais les autres pays revendiquent une plus grande part et en 2010 ils ont conclu un accord qu'Egypte et Soudan se refusent à signer.

La question est compliquée par la probable naissance d'un nouvel Etat, le Sud Soudan, qui, en changeant l'assise géopolitique du bassin du Nil, compliquerait la répartition de ses eaux. L'Egypte s'est prononcée en faveur de l'unité du Soudan mais, en même temps, Moubarak a accompli en 2008 une visite aux sécessionnistes du Sud Soudan, en leur offrant l'aide égyptienne pour la réalisation du canal Jonglei : un projet déjà sponsorisé par l'Egypte, commencé en 1978 mais interrompu en 1984, qui permettrait aux eaux du Nil Blanc de contourner la vaste zone marécageuse dans laquelle il se jette, en accroissant la portée du Nil en aval.

Dans ce scénario déjà complexe, entre lourdement en jeu l'outsider Israël, qui lorgne l'accès aux eaux du Nil. Après la signature des accords de Camp David (1978), le président égyptien Sadate, lors de sa visite à Haïfa en septembre 1979, parla de la possibilité d'amener l'eau du fleuve depuis le Sinaï jusqu'au désert du Néguev en Israël. Le projet ne se réalisa pas parce que le premier ministre israélien Begin refusa toute concession sur Jérusalem. Mais Israël n'y a pas renoncé. A travers le canal Al-Salam l'eau du Nil est en train d'arriver dans le Sinaï à 40 Kms de la frontière israélienne. L'amener en Israël serait techniquement facile.

Pour atteindre cet objectif, le gouvernement israélien a non seulement mené une tractation avec le régime de Moubarak, intensifiée quand l'eau du Nil est arrivée dans le Sinaï, mais il a mis en marche une stratégie à grande portée : elle consiste à accroître sa propre influence sur les autres pays du bassin du Nil, pour qu'ils acceptent un nouveau critère de répartition des ressources hydriques, dans lequel

entre aussi Israël, et fassent pression sur l'Égypte en la contraignant à amener l'eau jusqu'en territoire israélien. Les outils de cette stratégie sont aussi bien économiques que politico-militaires. Par exemple, en Éthiopie, Israël a financé la construction de dizaines de projets pour l'exploitation des eaux du Nil Bleu. Dans le Sud Soudan, il a financé, armé et entraîné les forces sécessionnistes, de façon à avoir, avec les États-Unis, une influence déterminante sur le nouvel État.

Dans cette stratégie -qui a accompli un nouveau pas en avant avec la visite du ministre des affaires étrangères Lieberman en Éthiopie, Kenya et Ouganda en septembre 2009- l'eau du Nil est considérée comme un instrument de domination, à utiliser de la même façon qu'est aujourd'hui utilisée par Israël l'eau du Jourdain et celle des nappes phréatiques des Territoires palestiniens occupés.

L'usage fait par le régime Moubarak des eaux du Nil est substantiellement analogue : celui-ci a décidé que les nouvelles terres arables créées par l'irrigation du Sinaï ne serviraient pas à améliorer les conditions de vie des paysans égyptiens et à produire des céréales pour la consommation intérieure, mais seront « louées », pour des périodes de 40 à 99 ans, à de gros investisseurs égyptiens et étrangers pour y produire surtout des cultures d'exportation, et, donc, des profits pour les élites au pouvoir.

Manlo Dinucci

Il manifesto,

12 février 2011

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://abbonati.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/12-Febbraio-2011/art22.php3>

2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Aya Kaniuk & Tamar Goldschmidt : « à 13 ans, ils lui ont pissé dessus, l'ont torturé et condamné à huit mois de prison. »

L'humiliation est quelque chose de subjectif ; cela dépend de nos représentations personnelles. Pour moi par exemple, ce qui me semble le plus humiliant ce n'est pas qu'ils aient pissé sur lui mais qu'ils l'aient mis tout nu. Au début, le père de Mohammad avait honte de nous dire qu'ils lui avaient pissé dessus. Il ne pouvait pas prononcer ces mots là tout haut, je crois que pour lui c'était la chose la plus humiliante qu'ils aient faite à son fils.

Quel genre de personnes, je me demandais, appréhendent un enfant de 13 ans et le torturent de la sorte ? Et puis je me suis répondu : à peu près n'importe quel soldat israélien. N'importe quel soldat de l'armée israélienne se conduit ainsi avec les Palestiniens. N'importe qui, en fait, si les règles locales le permettent.

La première fois que je l'ai vu, c'était dans le hall numéro deux de la Cour militaire de "Ofar". C'est là qu'on juge les enfants : 20, 22, 23 enfants par jour. Les enfants et les adolescents arrivent par groupes de deux, trois et parfois quatre, en tenues de prisonnier marrons, leurs pieds entravés, menottés à l'enfant suivant.

Je l'ai tout de suite remarqué parce qu'il avait les cheveux joliment bouclés, l'air très jeune et parce qu'il pleurait. Je ne veux pas dire que les autres enfants ne pleurent pas, du moins les plus jeunes. Mais, d'après ce que j'ai vu, ils pleurent rarement ouvertement ; lui, il n'essayait même pas de retenir ses larmes ni de les cacher.

Le plus souvent ils sont conduits devant la Cour militaire pour qu'elle statue sur la prolongation de la garde. C'est la procédure, même pour les enfants. Peu importe ce dont ils sont accusés et la nature des preuves qui ont conduit à leur arrestation. De fait, quel que soit le rôle de cette Cour militaire, ce n'est certainement pas de trouver la vérité ni de décider de la punition adéquate. Surtout quand on sait que les arrestations sont effectuées au milieu de la nuit, généralement sur simple dénonciation de quelqu'un qui n'est souvent qu'un enfant lui-même. Ils sont accusés le plus souvent d'avoir lancé des pierres ou des cocktails Molotov improvisés. Et cela suffit pour les arrêter sans leur donner même la faculté d'être libérés sous caution, jusqu'à la fin de la procédure. Qui dure plusieurs mois. Au moins trois. Puis un jour on les juge et on les déclare presque toujours coupables. C'est le chef d'accusation qui tient lieu de preuve.

Et d'ailleurs, même si on admet que jeter une pierre sur l'occupant est un crime et qu'un enfant qui lance des pierres est aussi coupable qu'un adulte et même qu'une pierre est aussi dangereuse qu'une balle de revolver - même une pierre qui n'a atteint personne - même si on admet que tout cela est vrai, reste qu'on ne peut jamais savoir ce qui est arrivé exactement. Et ce n'est pas un échec ni une erreur du système, car la recherche de la vérité n'est tout simplement pas le but ici. Parce que la Cour est un outil de l'Occupation qui n'a qu'un seul but : opprimer, persécuter et dominer. Rien d'autre.

Quoiqu'il en soit, ce jour-là, comme beaucoup d'autres, des groupes d'enfants furent amenés les uns derrière les autres, attachés les uns aux autres, la plupart arborant un grand sourire malgré tout. C'est que cette grotesque comparution destinée à prolonger leur garde (et dont le but principal est de donner aux forces d'occupation le temps de briser et d'écraser ces enfants pour en faire des collaborateurs) est pour ces jeunes la seule occasion de voir leur famille. Et voilà le petit Mohammed Mukheir, qui ne sourit pas à ses parents, qui ne fait pas de signes, et je ne sais pourquoi nos coeurs se sont arrêtés et se sont déchirés en le voyant. Et encore, c'était avant d'apprendre ce qu'ils lui avaient fait subir. Son regard, doux et craintif, ses boucles enfantines, ses grands yeux débordants de larmes révélaient l'état de son âme. Et tout se déroula comme d'habitude. Le garde lui enleva les chaînes et il s'assit. Il y avait quelques enfants un peu plus vieux avant lui, et la cour avait pris du retard. Ce qui permit au moins aux enfants de parler avec leur famille dans la mesure où les gardes et les soldats les y autorisaient. Tous bavardaient sauf Mohammed. Il portait une chemise à manches courtes et tremblait de froid et il ne parlait

pas, il ne faisait que pleurer. Et sa mère ne pouvait pas non plus s'arrêter de pleurer. Et c'est inhabituel, car les mères pleurent surtout après la comparution. Quand leurs enfants sont emmenés. Et le père, pour ne pas devenir fou, ne cessait de composer un numéro de téléphone virtuel sur sa main en murmurant à l'enfant de ne surtout pas l'oublier. Mais les lèvres de l'enfant étaient figées. Seules ses larmes coulaient.

Et puis ce fut son tour et l'interprète lui dit de se lever et il le fit. On lut son nom. Puis on lui dit de s'asseoir et il le fit. Ses yeux ne voyaient rien et il avait l'air d'avoir bien moins de 13 ans. Peu de temps après la juge dit qu'il y aurait une autre comparution dans 15 jours et le garde ordonna à l'enfant de se lever. Il le fit. Ses yeux et ceux de ses parents étaient rivés les uns aux autres. Alors le garde lui remit les chaînes et lui fit signe de partir. Son visage mouillé de larmes était blanc de terreur.

L'enfant se tenait debout près de la sortie, le garde à côté de lui le pressait d'avancer. Il lança un dernier regard à ses parents, ne pouvait en détacher ses yeux ; sa mère se tordait les mains et son père se décida finalement à lui murmurer : fais toi couper les cheveux. Fais toi couper les cheveux répétait-il tout bas, formant les mots avec sa bouche en montrant sa propre chevelure puis la chevelure bouclée de son fils. Comme s'il pensait que des cheveux courts donneraient une meilleure impression, auraient l'air plus respectable. Mais nous nous pensions le contraire. Qu'il valait mieux que l'enfant reste exactement comme il était. Les cheveux libres et l'air enfantin. Car ses boucles témoignaient du monde qui était le sien, le vrai monde, qu'il ne fallait surtout pas oblitérer. Le monde de l'enfance. Et de cette vulnérabilité jaillissait comme un cri, la réalité de ses droits intrinsèques et inviolables.

Et soudain la juge dit : Pourquoi est-il si peu vêtu ? Les mots résonnèrent dans l'air, leur écho s'évanouissant à mesure que le garde s'éloignait avec lui et disparaissait, et elle n'insista pas. Et les parents assommés se levèrent. La tête basse. Et ils s'en allèrent, courbés, et nous nous sommes dépêchées de les rattraper.

Nous et nos privilèges inviolables, nous continuerons de hanter les couloirs de cette Cour aussi longtemps qu'on nous le permettra.

« Il a menti à sa mère » nous dit Tareq, le père de Mohammed. « Il lui a dit : "Je suis dans le village". Il était avec les autres enfants et je ne sais pas comment c'est arrivé au juste mais des gens m'ont dit qu'ils l'avaient vu dans la jeep des soldats et qu'ils le passaient à tabac... Je savais où ils l'avaient emmené. Il y a une base de l'armée près de la colonie de Beit Horon. C'est à l'entrée de Lower Beit Ur, entre Upper et Lower Beit Ur. Alors j'y suis allé tout de suite et j'ai demandé après lui. Je voulais leur dire que ce n'était qu'un gosse. S'il a lancé des pierres, je l'enfermerai à la maison. Je voulais savoir ce qui lui arrivait. Mais le soldat m'a dit qu'il n'était pas ici. Que je devais essayer de voir s'il était à 'Ofer'. Il m'a dit ça mais je savais qu'il était ici. Je leur ai dit je sais qu'il est ici. Ils m'ont dit 'si vous n'êtes pas parti dans les cinq minutes, le soldat va vous tirer dessus'. Ils parlaient du soldat du minaret. Celui qui surveille les alentours. Son fusil était braqué sur moi. Alors je suis parti. »

« A ce moment-là, nous n'avions aucune idée de ce qu'ils étaient en train de lui faire. Nous ne savions rien. C'est seulement plus tard que nous l'avons su. »

« Nous l'avons cherché une semaine entière, jusqu'à ce que nous ayons trouvé où il était » continua le père. « Partout on nous disait qu'il n'était pas là. Maintenant je sais qu'après trois jours à la base il a été emmené à 'Ofer'. Et qu'il y est resté un mois. Après quoi ils l'ont enfermé à 'Rimonim'. C'est une prison pour les femmes et les enfants. Et pendant tout ce mois il nous a été impossible de lui parler. Jusqu'à la comparution devant la Cour. C'est la première fois qu'on le voyait. Il était incapable de parler, il ne faisait que pleurer. Je ne sais pas ce qu'ils ont dit, ils ont parlé d'une autre date, peut-être dans deux semaines. Je ne me rappelle plus. C'est alors que nous avons reçu un coup de fil. De quelque part à Ramallah. Des militants des droits de l'homme. Pour les mineurs. Ils m'ont dit 'Votre fils est en mauvais état. Il a des problèmes aux pieds. Ils lui ont brûlé les doigts avec des cigarettes, avec des armes à feu. Sa mère et moi on a pleuré une semaine entière. On était incapables de manger. »

« Regardez sur Internet, on y parle ce qui lui est arrivé » ajouta-t-il. Il avait du mal à desserrer les lèvres pour parler. C'était sans doute trop dur pour lui de nous raconter tout ça.

Nous avons cherché sur Internet et nous avons trouvé l'article en question :

2-2 « Des soldats israéliens ont torturé deux enfants et les ont forcé à boire l'eau des latrines. »

Bab al Arab-

1.11.2010.

Le ministre des Affaires des Détenus de l'Autorité Palestinienne, Issa Qaraqa', a révélé que les soldats d'occupation avaient uriné sur deux prisonniers palestiniens mineurs et les avaient forcés à boire l'eau des toilettes et les avaient photographiés nus après les avoir arrêtés et brutalisés.

Selon des sources palestiniennes, Qaraqa' a confirmé que les mineurs détenus, Mohammed Tareq Abd allatif Mkeheimer محمد طارق عبد اللطيف مخيمر, âgé de 13 ans et Mohammed Nasser Ali Raduan âgé de 13 ans lui aussi et élève de 6ième, avaient donné leur témoignage à l'avocate Hiba Massalha du ministère des prisonniers qui leur avait rendu visite dans l'aile des enfants de la prison 'Rimonim'. Ils ont dit que les forces d'occupation les avaient arrêtés en juillet dernier, leur avaient donné des coups violents sur les pieds avec leurs fusils, puis leur avaient entravé les pieds, leur avaient mis des bandeaux sur les yeux et les avaient conduit dans une colonie où ils les avaient forcés à boire de l'eau dans la cuvette des W.C. et les avaient photographiés tout nus, puis ils avaient mis l'air conditionné sur froid dans les toilettes et les avaient laissés 48 heures enfermés dedans sans vêtements.

Les enfants ont ajouté que chaque fois qu'ils essayaient de dormir, les soldats les réveillaient. La chose la plus répugnante que les soldats leur ai fait subir c'est d'uriner sur leur têtes et leurs visages. Selon l'avocate Massalha, ce qui est arrivé à ces mineurs est immonde, et dépasse l'entendement.

De quoi est-il accusé ? avons-nous demandé.

« Seulement de jeter des pierres d'après ce que nous savons » dit Tareq. « Mais maintenant ils ont ajouté un cocktail Molotov aux accusations. Ce n'est qu'un enfant. Il n'a même pas encore de carte d'identité. S'il en avait une ce serait différent mais il est trop jeune.... Cela fait déjà trois mois qu'il est enfermé. C'est assez. Il a été suffisamment puni. Maintenant je veux l'emmener à la maison. Et m'occuper de ses pieds. Des blessures qu'ils lui ont faites avec leurs fusils et leurs cigarettes. Je ne sais pas ce qu'il a aux pieds. A la Cour je lui ai dit de se comporter comme un homme. Mais il ne pouvait pas s'arrêter de pleurer. Il ne dit pas un mot. Il n'appelle pas. Et sa mère n'arrête pas de prendre des cachets. »

« Il y a un ami en prison qui nous appelle et qui nous dit qu'il est malade. Mais notre fils ne nous appelle pas bien que le juge lui ait donné la permission de nous appeler une fois. Mon amis m'a dit qu'ils avaient déchiré le document que le juge avait donné à mon fils pour qu'il puisse nous appeler et qu'ils l'empêchent de nous appeler. Et qu'il a des bleus autour des yeux et que son nez saigne. »

« Et nous n'avons pas le droit de le voir. Ils nous ont dit qu'on ne pourrait le voir que dans deux mois. Et nous ne savons rien. C'est dur de ne rien savoir. C'est une enfant, rien qu'un enfant. »

« Tout ce que nous pouvons faire c'est attendre, rien qu'attendre. »

Mais pourquoi l'avocat n'a-t-il pas parlé au juge de la torture ? avons-nous demandé. Pourquoi n'a-t-il pas mentionné les sévices que l'enfant subissait ?

« Parce qu'alors ils le traiteraient encore plus mal » nous a expliqué le père. « Ils lui donneraient deux mois de prison de plus parce que nous nous sommes plaints. J'en suis sûr. C'est pour la même raison qu'on ne le laisse pas porter une veste en prison. Vous avez vu qu'il n'avait pas de veste. Et il n'a pas le droit de téléphoner. C'est peut-être parce que les militants des droits de l'homme sont allés le voir en prison. C'est pour cela qu'on le traite comme ça... Alors parler au juge nous causerait encore plus de problèmes. »

Et nous nous sommes dit qu'il avait probablement raison, même si c'est horrible à dire.

Nous avons assisté à trois comparutions au cours desquelles la détention de Mohammad a été prolongée, trois parmi beaucoup d'autres depuis que son procès a commencé.

Entretemps, il s'est fait couper les cheveux comme son père le lui avait conseillé et aussi sans doute parce que c'est obligatoire en prison.

La troisième fois que nous sommes venues, après qu'un *plea bargain*** ait été conclu entre la défense de Mohammad et le procureur aux termes duquel le petit Mohammad Mukheir serait condamné à une peine de 8 mois de prison en plus d'une amende de 2000 shekels (*environ 400 euros NdT*) (ou deux mois de prison supplémentaires) et une peine de prison conditionnelle.

Après présentation du *plea bargain* à la Cour on a entendu les discours d'usage : le juge dit qu'il acceptait le *plea bargain* en raison du jeune âge du prévenu, de son casier judiciaire vierge, du fait qu'en avouant il avait fait gagner du temps à la Cour et parce que ni la pierre ni le cocktail Molotov qu'on l'accusait d'avoir lancés n'avaient touché quelqu'un. Et donc que finalement personne n'avait été blessé. En raison de quoi elle acceptait le *plea bargain* et condamnait le petit Mohammad à huit mois de prison et à 2000 shekels d'amende ou s'il ne pouvait pas payer l'amende à deux mois de prison supplémentaires. En fait presque tous les cas qui arrivent devant la Cour militaire se terminent par un *plea bargain*. Cela signifie que l'accusé avoue tout ou une partie de ce dont on l'accuse. Et généralement il avoue, qu'il soit ou non coupable, parce qu'il comprend vite qu'il n'a quasiment aucune chance d'être acquitté. Et cela fait déjà des mois qu'il est en prison. Et un *plea bargain* généralement le condamne à peu près à la peine de prison qu'il a déjà accompli, ou un peu plus. Tandis que se battre pour prouver son innocence durera beaucoup plus longtemps et entraînera probablement une condamnation plus sévère. Alors la plupart préfèrent avouer.

Quand Mohammad a entendu la sentence, il s'est assis et a pris son visage dans ses mains.

« Je ne veux pas rester ici » a-t-il crié. Son père gêné a regardé ailleurs, pâle. Puis il a trouvé la force de regarder son fils et il lui a dit avec un sourire tendu et en forçant la voix : « Mais demain, je viendrai te voir ». Il essayait de lui remonter le moral. Et c'était en effet une chance que la visite qu'ils avaient sollicitée ait été autorisée et soit programmée pour le jour suivant. La souffrance de l'enfant s'atténua un petit peu, sa bouche cessa de trembler et son regard s'éclaircit. Peut-être parce que son esprit d'enfant pouvait espérer jusqu'à demain. Demain on lui apporterait une veste et une couverture. C'est ce que ses yeux disaient. Et il sourit.

Oui, il a souri.

Quoique....

Huit mois de prison et une amende et une peine de prison avec sursis, voilà ce à quoi un enfant de 13 ans a été condamné, un enfant qui, selon l'aveu même des forces d'occupation n'avait fait de mal à personne.

Huit mois grâce à un *plea bargain* avantageux.

Telle est la Cour militaire.

Tel est le sort des Palestiniens.

Je ne sais pas ce qui m'a paru le pire dans le calvaire de Mohammad Mukheir. Si c'est la torture que lui ont fait subir les soldats ou la terrible découverte que ses parents étaient impuissants à le protéger. Et le fait qu'ils tombent brutalement de leur piédestal et se délitent. Ou est-ce la prise de conscience à un si jeune âge que pour la plupart des Israéliens il n'est pas "quelqu'un" mais "quelque chose" indépendamment de sa personnalité ou de ses qualités humaines. Pour la plupart des Israéliens, il n'existe pas, il n'est pas réel, il n'est pas un être humain. Mais le pire est peut-être encore que, une fois l'urine lavée depuis longtemps et les blessures de ses pieds guéries sous les cicatrices, une fois oubliée la nourriture insuffisante de la prison et les coups reçus et ceux à recevoir, et une fois ses boucles repoussées, quelque chose continuera de hanter le petit Mohammad Mukheir, une déchirure irréparable dans sa vie. Quelque chose que rien ne pourra effacer. Quelque chose comme l'essence de tous les sévices qu'il aura subis et plus encore. Et cette intuition que j'ai fait vibrer les cieux du futur et du passé d'une pulsion implacable et déchirante. Un poulx de tristesse. Et j'espère seulement que Mohammad et moi nous verrons

l'avènement d'un autre monde. Un monde où lui et moi jouirons des mêmes droits sur terre. Un monde où il sera enfin considéré comme un être humain et où moi je serai restée un être humain. Avant que le sang ne recouvre le pays, la terre entière et le ciel.

Aya Kaniuk & Tamar Goldschmidt

10 février 2011

source : <http://www.mahtanmilim.com/ChildsTr...>

Notes :

***Machsom Watch** est une association de femmes juives israéliennes courageuses qui sont contre l'occupation et qui se sont données pour mission d'aider les Palestiniens en se relayant principalement aux check-points où leur présence les protège d'abus excessifs. Elles passent leurs journées en démarches auprès des autorités d'occupation pour essayer d'alléger leur sort.

***Plea bargain* : Une négociation entre l'accusé et le procureur (et parfois le juge) qui met fin à un procès. L'accusé plaide coupable d'un délit inférieur à celui dont il est accusé à l'origine en échange de la garantie d'une condamnation moins lourde.

Traduit de l'hébreu par Tal Haran et de l'Anglais par D. Muselet

URL de cet article 12734

<http://www.legrandsoir.info/lls-lui-ont-pisse-dessus-et-il-a-ete-condamne-a-huit-mois-de-prison.html>

2-3 Dîner du CRIF : Sarkozy fait état des « racines juives de la France ».

Le dîner du CRIF (*Conseil Représentatif d'Israël en France*) a eu lieu ce mercredi 9 février à Paris. Toute la classe politique était au rendez-vous, la droite (UMP) comme la gauche (PS). Nous publierons ultérieurement les noms des invités, afin que les électeurs sachent pour qui ils votent, et comprennent que derrière les empoignades à la télévision tous ces politiques sont unis et tenus par le lobby sioniste. Cette année, Nicolas Sarkozy était l'invité d'honneur, et son discours mérite quelques commentaires.

Pour la première fois, M. Sarkozy a fait état des « racines juives de la France ». On comprend mieux à présent pourquoi les dirigeants politiques français se sont toujours opposés à la mention des racines chrétiennes de la France. On nous a fait croire que c'était au nom de la laïcité, mais pas du tout. C'était en réalité pour nous réserver la surprise : la France a des racines juives ! Finis les racines gréco-latines et le christianisme. On aurait en effet retrouvé en France la trace de « *bains rituels juifs* »... datant du Moyen-Âge !

Selon M. Sarkozy, la présence juive en Gaule serait antérieure au christianisme, donc nous aurions des « racines juives », et donc la France doit soutenir l'entité sioniste en Palestine... ! La France est ainsi devenue, en quelque sorte, la fille aînée non pas de l'Eglise comme on le disait autrefois, mais la fille aînée d'Israël. Les Français catholiques, mais aussi musulmans, apprécieront ! Quant aux incroyants, ils apprendront néanmoins qu'ils ont des racines juives...

Ces considérations « culturelles », auxquelles Sarkozy ne nous avait pas habitué (préférant les réserver à ses amis du CRIF), n'ont qu'un but : confirmer et accentuer le soutien inconditionnel au sionisme. Au sujet du soldat israélien prisonnier, il ose déclarer que « *s'attaquer à Gilad, c'est s'attaquer à la France* ». Ainsi, parce que ce soldat de l'armée sioniste possède des papiers français, la France serait attaquée par la Résistance palestinienne. On voit où veut nous conduire Nicolas Sarkozy avec ce binational franco-israélien (ou plutôt, cet Israélien doté de papiers français). Il tente de monter l'opinion française contre la Résistance en Palestine, ce qui pour l'instant n'a pas l'air de fonctionner malgré les campagnes sionistes destinées à nous apitoyer.

Nicolas Sarkozy, lors de son discours à ce dîner du CRIF, a également rappelé ce qui a toujours été sa position : « *la sécurité d'Israël est une priorité stratégique* ». Nous savons à présent **pourquoi des Français meurent en Afghanistan aujourd'hui**, et peut-être dans d'autres endroits demain : pour la sécurité de l'entité sioniste installée en Palestine !

Bien-sûr, un tel dîner aurait été gâché sans des attaques contre la révolution arabe en cours. Après les formules hypocrites sur la « démocratie », **on s'empresse de pointer du doigt les « islamistes », c'est-à-dire en réalité les hommes politiques arabes qui refusent d'être les collaborateurs d'Israël**. Ainsi, depuis Paris, **les sionistes indiquent par avance aux peuples arabes la limite à ne pas franchir**. Ils devront avoir des gouvernements ayant préalablement reçu l'approbation de Tel Aviv. Et dans la foulée, Nicolas Sarkozy attaque et menace la République islamique d'Iran, reprenant les calomnies prononcées par le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, qui sont de véritables appels à l'agression.

Ce dîner du lobby sioniste à Paris a pleinement confirmé nos analyses. Le gouvernement français est totalement entre les mains de ce lobby qui détermine la politique de notre pays. Et les propos de M. Sarkozy sur les prétendues « racines juives » de la France démontrent bien le degré de sionisation de nos gouvernants, et indiquent un pas de plus dans la soumission : renier notre histoire afin de faire de la France un « territoire » ayant de soi-disant racines sionistes...

Parti Anti Sioniste

Samedi 12 février 2011

Share

Source : P.A.S.

3 Histoire

3-1 Noam Chomsky : La sauvagerie de l'impérialisme états-unien.

Nb : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

L'empire des États-Unis, le Moyen-Orient et le monde. Il est tentant de reprendre depuis le début. Le début c'était il y a bien longtemps, mais il est utile de revoir certains points d'histoire qui pourront être comparés à la politique actuelle des États-Unis au Moyen-Orient. Les États-Unis sont un pays très particulier par bien des aspects. Ils sont probablement le seul pays au monde qui soit né empire. C'était un empire enfant – comme George Washington l'a appelé –, et les Pères fondateurs étaient très ambitieux.

Le plus libéral d'entre eux, Thomas Jefferson, pensait que l'empire enfant devait s'étendre davantage et devenir le « nid » à partir duquel le continent entier serait colonisé. Cela signifiait se débarrasser des « rouges », les Indiens, lesquels ont effectivement été déplacés ou exterminés. Les Noirs devaient être renvoyés en Afrique dès qu'on n'aurait plus besoin d'eux et les Latins seraient éliminés par une race supérieure.

La conquête du territoire national

Les États-Unis ont été un pays très raciste pendant toute leur histoire, et pas seulement à l'encontre des Noirs. Les idées de Jefferson étaient assez communes, les autres étaient globalement d'accord avec lui. C'est une société de colons. Le colonialisme de peuplement c'est ce qu'il y a de pire comme impérialisme, le genre le plus sauvage parce qu'il requiert l'élimination de la population indigène. Ce n'est pas sans relation, je crois, avec le soutien automatique des États-Unis à Israël, qui est aussi une société coloniale. La politique d'Israël d'une certaine façon fait écho à l'histoire états-unienne, en est une réplique. Et, il y a plus, les premiers colons aux États-Unis étaient des fondamentalistes religieux qui se considéraient être des enfants d'Israël répondant au commandement divin de peupler la terre et de massacrer les Amalécites, etc. C'est tout près d'ici, les premiers colons, au Massachusetts.

Tout cela était fait avec les meilleures intentions. Ainsi, par exemple, le Massachusetts (le Mayflower et toute cette histoire) à reçu sa Charte de la part du roi d'Angleterre en 1629. La Charte chargeait les colons de sauver les populations locales des affres du paganisme. D'ailleurs si vous regardez le sceau de la Bay Colony du Massachusetts vous voyez un Indien qui tient une flèche pointée vers le bas en signe de paix. Et devant se bouche il est écrit « Come over and help us » [« Venez et aidez-nous »]. C'est l'un des premiers exemples de ce qu'on appelle aujourd'hui l'interventionnisme humanitaire. Et ce n'est qu'un exemple, il y a bien d'autres cas au cours de l'histoire, et cela dure jusqu'à nos jours. Les Indiens demandaient aux colons de venir et de les aider et les colons suivaient gentiment le commandement leur demandant de venir et de les aider. En fait nous les aidions en les exterminant.

Après coup on a trouvé ça bizarre. Dans les années 1820, un membre de la Cour suprême a écrit à ce propos. Il dit qu'il est assez étrange que, malgré toute notre bienveillance et notre amour pour les Indiens, ils dépérissent et disparaissent comme les « feuilles d'automne ». Comment était-ce possible ? Il a fini par en conclure que la volonté divine est « au-delà de la compréhension humaine ». C'est simplement la volonté de Dieu. Nous ne pouvons pas espérer comprendre. Cette conception – appelée le providentialisme – selon laquelle nous suivons toujours la volonté de Dieu existe encore aujourd'hui. Quoi que nous fassions nous suivons la volonté de Dieu. C'est un pays extrêmement religieux, unique en son genre en matière de religiosité. Une grande partie de la population – je ne me souviens plus du chiffre, mais il est assez élevé – croit littéralement ce qui est écrit dans la Bible. Le soutien total à Israël est l'une des conséquences de tout cela, parce que Dieu a promis la terre promise à Israël. Donc nous devons les soutenir.

Les mêmes personnes – une part importante des plus importants défenseurs d'Israël – sont des anti-sémites, parmi les plus extrémistes du monde. À côté d'eux Hitler semble assez modéré. Leur perspective est l'élimination des Juifs après Armageddon. Il y a tout un tas d'histoires à ce propos, lesquelles sont crues, littéralement, jusqu'à un très haut niveau – probablement des gens comme Reagan, George W. Bush, et d'autres. Cela n'est pas sans lien avec l'histoire colonialiste du sionisme chrétien – il précède le sionisme juif, et il est beaucoup plus puissant. C'est l'une des raisons qui expliquent le soutien automatique et inconditionnel à Israël.

La conquête du territoire national est une histoire assez laide. Certaines des personnes les plus honnêtes l'ont reconnu, comme John Quincy Adams, qui était l'un des grands stratèges de l'expansionnisme – le théoricien de la Destinée manifeste, etc. À la fin de sa vie, longtemps après ses propres crimes, il se lamentait sur le sort de ceux qu'il appelait « la malheureuse race des indigènes américains, que nous exterminons sans pitié et avec une perfide cruauté ». Il a dit que ce serait l'un des péchés pour lesquels le Seigneur allait nous punir. Nous attendons encore.

Ses idées sont jusqu'à nos jours tenues en haute considération. Il y a un livre de référence, universitaire, écrit par John Lewis Gaddis, un grand historien états-unien, qui concerne les racines de la doctrine Bush. Gaddis, avec raison, présente la doctrine Bush comme héritière de la grande stratégie de John Quincy Adams. Il dit que c'est un concept qui existe tout au long de l'histoire des États-Unis. Il en fait l'éloge, il considère que c'est la conception correcte – nous devons assurer notre sécurité, l'expansion est le moyen de la sécurité, et vous ne pouvez pas vraiment assurer votre sécurité sans tout contrôler. Donc nous devons nous déployer, non seulement dans l'hémisphère, mais partout dans le monde. C'est la doctrine Bush.

Au moment de la Deuxième Guerre mondiale, sans entrer dans les détails... Bien que les États-Unis aient été depuis longtemps et de loin le pays le plus riche du monde, ils jouaient un rôle secondaire sur la scène mondiale. L'acteur principal c'était la Grande-Bretagne – et y compris la France avait une plus grande présence dans le monde. La Deuxième Guerre mondiale a changé tout cela. Les stratèges états-uniens durant la Deuxième Guerre mondiale, les planificateurs de Roosevelt,

ont dès le début de la guerre très bien compris qu'au bout du compte les États-Unis allaient se retrouver dans une position de supériorité absolue.

Alors que la guerre se déroulait – les Russes terrassaient les Allemands, ils ont à ce moment presque gagné la guerre en Europe – on avait compris que les États-Unis seraient dans une position de domination encore plus nette. Et ils ont donc élaboré des plans pour la configuration du monde de l'après-guerre. Les États-Unis auraient le contrôle total d'une zone qui comprendrait l'hémisphère occidental, l'Extrême-Orient, l'ex-Empire britannique, la plus grande partie possible de l'Eurasie, incluant donc l'Europe occidentale et son importante infrastructure commerciale et industrielle. C'est le minimum. Le maximum c'est le monde entier ; et bien entendu c'est ce dont nous avons besoin pour notre sécurité. Dans cette zone les États-Unis auraient le contrôle incontesté et empêcheraient tous les pays d'aller vers davantage de souveraineté.

Les États-Unis se trouvent à la fin de la guerre dans une position de domination et de sécurité sans équivalent dans l'histoire. Ils ont la moitié de la richesse mondiale, ils contrôlent tout l'hémisphère occidental et les deux rives des deux océans. Ce n'était pas un contrôle total. Les Russes étaient là et il y avait encore quelques parties hors de contrôle, mais l'expansion avait été remarquable. Juste au centre se trouvait le Moyen-Orient.

Adolf A. Berle, une personnalité libérale, qui fut très longtemps le conseiller du président Roosevelt, mettait l'accent sur le fait que contrôler le pétrole du Moyen-Orient signifierait dans une bonne mesure contrôler le monde. Cette doctrine reste inchangée, elle est encore en vigueur actuellement et c'est l'un des facteurs essentiels pour décider des orientations politiques.

Après la Deuxième Guerre mondiale

Durant la Guerre froide les décisions politiques étaient invariablement justifiées par la menace russe. C'était dans une bonne mesure une menace fictive. Les Russes géraient leur propre petit empire avec un prétexte similaire, la menace états-unienne. Ce rideau de fumée n'existe plus depuis la chute de l'Union soviétique. Pour ceux qui veulent comprendre la politique étrangère de États-Unis, un point qui de toute évidence devrait être observé c'est ce qui est arrivé après la disparition de l'Union soviétique. C'est naturellement le point qu'il faut observer, et il s'ensuit presque automatiquement que personne ne l'observe. On en parle à peine dans la littérature universitaire alors qu'il est évident que c'est ce que vous devez regarder pour comprendre la Guerre froide. En fait si vous regardez vous obtenez des réponses tout à fait claires. Le président à l'époque était George Bush I. Immédiatement après la chute du mur de Berlin, il y a eu une nouvelle stratégie de sécurité nationale, un budget de la défense, etc. C'est très intéressant. Le message principal est le suivant : rien ne va changer sauf les prétextes.

Donc nous avons encore besoin, disaient-ils, d'une force militaire gigantesque, non pas pour nous défendre des hordes russes parce que ça n'existe plus, mais à cause de ce qu'ils ont appelé la « sophistication technologique » de certains pouvoirs dans le Tiers monde. Maintenant si vous êtes une personne bien éduquée, bien formée, qui vient de Harvard, etc., vous n'êtes pas supposé rire quand vous entendez ça. Et personne n'a ri. En fait je pense que personne n'en a rendu compte. Donc, disaient-ils, nous devons nous protéger de la sophistication technologique des puissances du Tiers monde et nous devons maintenir ce qu'ils ont appelé la « base industrielle de la défense » – un euphémisme pour parler de l'industrie high-tech (les ordinateurs, Internet, etc.), qui dépend principalement du secteur étatique, sous le prétexte de la défense.

Concernant le Moyen-Orient... Ils disaient que nous devons maintenir nos forces d'intervention, la plupart d'entre elles au Moyen-Orient. Puis vient une phase intéressante. Nous devons faire barrage pour contenir l'ennemi. Nous devons maintenir les forces d'intervention au Moyen-Orient pour défendre nos intérêts, la région qui « ne pouvait pas être offerte en cadeau au Kremlin ». En d'autres termes, désolés les gars, nous vous avons menti pendant 50 ans, mais maintenant que le prétexte n'existe plus, nous vous dirons la vérité. Le problème au Moyen-Orient est ce qu'on appelle le nationalisme radical.

« Radical » signifie simplement indépendant. C'est un terme qui signifie « ne suit pas les ordres ». Le nationalisme radical peut être de différentes sortes. L'Iran en est un bon exemple.

La menace du nationalisme radical

En 1953 la menace iranienne c'était un nationalisme laïque. Après 1978 c'est le nationalisme religieux. En 1953 on a renversé le régime parlementaire et on a installé un dictateur beaucoup plus à notre goût. Ce n'était pas un secret. Le New York Times, par exemple, dans un éditorial, se réjouissait du renversement du gouvernement iranien, estimant qu'il s'agissait d'une bonne « leçon de choses » pour les petits pays qui devenant fous, emportés par le nationalisme radical, rejettent toute autorité et veulent contrôler eux-mêmes leurs ressources. Ce sera une leçon de choses pour eux : n'essayez pas ce genre de bêtises, et certainement pas dans cette région dont nous avons besoin pour contrôler le monde. C'était en 1953.

Depuis le renversement du tyran imposé par les États-Unis en 1979 l'Iran a continuellement été attaqué par les États-Unis. Au début Carter a essayé de répondre au renversement du shah en organisant un coup d'État. Ça n'a pas marché. Les Israéliens – l'ambassadeur... il y avait des relations très proches entre Israël et l'Iran sous le shah, bien que théoriquement il n'y eût pas de relations formelles – ont fait savoir que si nous pouvions trouver des officiers disposés à tuer 10 000 personnes dans les rues, nous pourrions rétablir le régime du shah. Zbigniew Brzezinski, le conseiller de Carter à la sécurité nationale, avait à peu près les mêmes idées. Mais ça n'a pas vraiment marché. Les États-Unis ont alors immédiatement soutenu Saddam Hussein, pour qu'il envahisse l'Iran. Et ce n'est pas une mince affaire. Des centaines de milliers d'Iraniens ont été massacrés. Les gens qui sont à la tête de l'Iran actuellement sont des vétérans de cette guerre et ils ont une claire conscience du fait que l'ensemble du monde est contre eux – les Russes, les États-Uniens, tout le monde soutenait Saddam Hussein, tout le monde voulait renverser le nouvel État islamique.

Ce n'est pas peu de choses. Le soutien des États-Unis à Saddam Hussein est allé très loin. Les crimes de Saddam – comme le génocide d'Anfal, massacre de Kurdes – étaient niés. Le gouvernement Reagan les démentait et les attribuait à l'Iran. À l'Irak on a même donné un privilège rare. C'est le seul pays, avec Israël, qui a pu attaquer un navire états-unien et s'en sortir impunément. Dans le cas d'Israël c'était le USS Liberty en 1967. Dans le cas de l'Irak c'était le USS Stark en 1987 – un navire qui appartenait à la flotte états-unienne protégeant les convois irakiens des attaques iraniennes pendant la guerre. Ils ont attaqué le navire avec des missiles français, ils ont tué plusieurs dizaines de marins – et ils n'ont reçu qu'une petite tape sur la main, rien de plus.

Le soutien des États-Unis était tel que c'est quasiment eux qui ont remporté la guerre pour l'Irak. Une fois la guerre finie, le soutien des États-Unis à l'Irak a continué. En 1989 George Bush I a invité des ingénieurs nucléaires irakiens aux États-Unis, pour qu'ils reçoivent des formations de pointe dans le domaine des armes nucléaires. C'est l'une de ces petites choses qu'on cache parce que quelques mois plus tard Saddam est devenu un mauvais garçon. Il a désobéi aux ordres. Juste après cela il y a eu de terribles sanctions, etc.

La menace iranienne

Pour en revenir à notre époque, dans la littérature sur la politique étrangère et dans les commentaires généraux ce que vous lisez généralement c'est que le problème le plus important pour les États-Unis était et reste la menace iranienne. Qu'est-ce que c'est que cette menace iranienne au juste ? Nous disposons d'une source qui fait autorité sur ce point. C'était il y a quelques mois : un compte rendu au Congrès des États-Unis émanant du département de la défense et des services d'intelligence. Tous les ans ils font un compte rendu au Congrès sur la situation mondiale en matière de sécurité. Le dernier compte rendu, celui d'avril dernier, comporte une partie qui concerne l'Iran, bien sûr, la plus grande menace. Il est important de lire ce compte rendu. Ce qu'ils disent c'est que, quoi qu'il en soit de la menace iranienne, ce n'est pas une menace militaire. Ils disent que les dépenses militaires iraniennes sont plutôt basses, y compris si on les compare aux pays de cette région ; et si on les compare à celles des États-Unis, elles sont insignifiantes – probablement moins de 2% de nos dépenses militaires. Par ailleurs ils disent que la doctrine militaire iranienne est basée sur le principe de la défense du territoire national, elle est conçue pour contenir une invasion pendant un temps suffisant pour rendre possible le passage à l'action diplomatique. Voilà la doctrine militaire des Iraniens. Ils disent qu'il est possible que l'Iran pense aux armes nucléaires. Ils ne vont pas plus loin que cela, mais ils disent que si les Iraniens développaient des armes nucléaires ce serait dans le cadre de leur stratégie défensive, afin de prévenir une attaque, ce qui est une éventualité assez réaliste. Le plus grand pouvoir militaire de l'histoire – c'est-à-dire nous –, qui leur a toujours été extrêmement hostile, occupe deux pays frontaliers de l'Iran et menace ouvertement d'attaquer ce pays. Israël, État client des États-Unis, lance les mêmes menaces. Voilà pour le côté militaire de la menace iranienne telle qu'identifiée dans le Military Balance.

Ils disent par ailleurs que l'Iran est une menace majeure parce que ce pays tente d'étendre son influence dans les pays voisins. On appelle cela déstabilisation. Ils œuvrent à la déstabilisation dans les pays voisins en tentant d'augmenter leur influence et cela est un problème pour les États-Unis, parce que les États-Unis tentent d'apporter la stabilité. Lorsque les États-Unis envahissent un pays c'est pour apporter la stabilité – un terme technique dans la littérature des relations internationales qui signifie obéissance aux ordres des États-Unis. Donc lorsque nous envahissons l'Irak ou l'Afghanistan, c'est pour créer de la stabilité. Si les Iraniens essaient d'accroître leur influence, juste chez leurs voisins, c'est déstabilisant. Cette doctrine, comme tant d'autres, est élaborée dans les universités. Un commentateur libéral et ex-éditeur de Foreign Affairs, James Chase, a même pu dire sans crainte du ridicule que les États-Unis devaient déstabiliser le Chili d'Allende pour apporter la stabilité – c'est-à-dire la soumission aux États-Unis.

Qu'est-ce que le terrorisme ?

La deuxième menace iranienne c'est le soutien au terrorisme. Qu'est-ce que le terrorisme ? On nous donne deux exemples du soutien de l'Iran au terrorisme : son soutien au Hezbollah libanais et son soutien au Hamas palestinien. Quoi que vous pensiez du Hezbollah et du Hamas – vous pensez peut-être que c'est ce qu'il y a de pire au monde –, qu'est-ce qui fait qu'on les considère terroristes ? Bon, le « terrorisme » du Hezbollah est fêté tous les ans au Liban le 25 mai, fête nationale libanaise qui célèbre l'expulsion des envahisseurs israéliens du Liban en 2000. La résistance du Hezbollah et sa guerre de guérilla avaient fini par obliger Israël à se retirer du Sud-Liban, mettant fin à une occupation de 22 ans, avec son lot de terreur, de violence, de torture – occupation maintenue en violation des ordres du Conseil de sécurité de l'ONU.

Donc Israël a finalement quitté le Liban et c'est le jour de la Libération au Liban. Voilà globalement ce qui est considéré comme le terrorisme du Hezbollah. C'est comme ça qu'il est décrit. En fait, en Israël c'est même décrit comme une agression. Vous pouvez lire la presse israélienne ces jours-ci et des politiciens de premier plan disent que c'était une erreur de se retirer du Sud-Liban parce que cela permet à l'Iran de poursuivre son « agression » contre Israël, agression qui a commencé en 2000 avec le soutien à la résistance contre l'occupation israélienne. C'est considéré comme une agression contre Israël. Ils ont les mêmes principes que les États-Unis, nous disons la même chose. Voilà pour le Hezbollah. Il y a d'autres actes que vous pourriez critiquer, mais voilà ce qu'est le terrorisme du Hezbollah.

Un autre crime commis par le Hezbollah c'est que la coalition dont il est l'élément principal a largement emporté les dernières élections parlementaires ; mais en raison du principe communautariste qui prévaut pour l'assignation des sièges ils n'ont pas reçu la majorité des sièges. Thomas Friedman [du New York Times] a donc versé des larmes de joie, comme il l'a lui-même expliqué, lors de ces merveilleuses élections libres au Liban, le président Obama ayant battu le président iranien Ahmadinejad. D'autres se sont joints à cette célébration. Autant que je sache personne n'a rendu compte des véritables résultats électoraux.

Et le Hamas ?

Hamas est devenu une menace sérieuse – une organisation 'terroriste' importante – en janvier 2006 lorsque les Palestiniens ont commis un crime vraiment grave. C'était au moment des premières élections libres jamais tenues dans le monde arabe et les Palestiniens ont voté comme il ne fallait pas. C'est inacceptable pour les États-Unis. Immédiatement, sans la moindre hésitation, les États-Unis et Israël ont fait savoir qu'ils prenaient la décision de punir les Palestiniens pour ce crime. Juste après vous avez pu lire dans le New York Times deux articles qui se côtoyaient – l'un des deux parlant de notre amour pour la démocratie, ce genre de choses, et l'autre parlant de nos projets de punition contre les Palestiniens parce qu'ils avaient mal voté aux élections de janvier. Aucune contradiction.

Les Palestiniens avaient dû subir bien des punitions avant les élections, mais elles ont été accentuées après – Israël est allé jusqu'à couper l'alimentation en eau à la bande de Gaza, si aride. Au mois de juin Israël avait déjà lancé 7 700 roquettes sur Gaza. Tout cela s'appelle défense contre le terrorisme. Puis les États-Unis, et Israël, avec la coopération de l'Autorité

palestinienne, ont essayé d'organiser un coup pour renverser le gouvernement élu. Ils ont échoué et le Hamas a pris le contrôle de Gaza. Après cela le Hamas est devenu l'une des principales forces terroristes au monde. Vous pouvez leur faire beaucoup de critiques – leur façon de traiter leur propre population par exemple – mais le terrorisme du Hamas est assez difficile à prouver. Les accusations actuelles concernent les roquettes lancées de Gaza sur les villes israéliennes frontalières. C'est la justification qui a été donnée pour l'opération « plomb durci » (l'invasion israélo-états-unienne de décembre 2008) et aussi pour l'attaque israélienne contre la Flotille de la paix en juin 2010, dans les eaux internationales. Neuf personnes avaient alors été tuées.

Il n'y a que dans un pays très endoctriné que vous pouvez entendre ces choses ridicules et ne pas rire. Passons sur la comparaison entre les roquettes Qassam et le terrorisme que les États-Unis et Israël pratiquent constamment. L'argument n'a absolument aucune crédibilité pour une raison bien simple : Israël et les États-Unis savent très bien comment arrêter les tirs de roquettes : par des moyens pacifiques. En juin 2008 Israël a accepté un cessez-le-feu avec le Hamas. Israël ne l'a pas vraiment respecté – ils étaient supposés ouvrir les frontières et ils ne l'ont pas fait – mais le Hamas l'a respecté. Vous pouvez vérifier sur les sites officiels israéliens ou écouter leur porte-parole officiel, Mark Regev : ils sont d'accord pour dire que durant le cessez-le-feu le Hamas n'a pas lancé une seule roquette.

Israël a rompu le cessez-le-feu en novembre 2008 en envahissant Gaza et en tuant une demi-douzaine de militants du Hamas. Quelques roquettes ont alors été lancées, puis Israël a lancé une attaque bien plus importante. Il y a eu des morts, tous palestiniens. Hamas a proposé le retour au cessez-le-feu. Le gouvernement israélien a évalué l'offre, puis l'a rejetée, optant pour le recours à la violence. Quelques jours plus tard il y a eu l'attaque israélo-états-unienne contre Gaza.

Aux États-Unis, et en Occident de façon générale, y compris les organisations de défense des droits humains, y compris le rapport Goldstone, on considère comme une évidence le droit d'Israël à se défendre en utilisant la force. Il y a eu des critiques disant que l'attaque était disproportionnée, mais cela est secondaire par rapport au fait qu'Israël n'avait absolument pas le droit d'utiliser la force. Vous n'avez aucune justification pour l'utilisation de la force tant que vous n'avez pas épuisé les recours pacifiques. Dans ce cas les États-Unis et Israël n'avaient non seulement pas épuisé les recours pacifiques, ils avaient rejeté tout recours aux moyens pacifiques, alors que c'était parfaitement possible et ils le savaient bien. Ce principe selon lequel Israël a le droit de lancer des attaques militaires est tout bonnement un fascinant cadeau.

Quoi qu'il en soit, que l'Iran essaie d'étendre son influence et que l'Iran soutienne le Hezbollah et le Hamas c'est, du point de vue des services d'intelligence et du département de la défense, ce qui constitue son soutien au terrorisme.

[Noam Chomsky](#) :

3 février 2011

Traduction : Numancia Martínez Poggi

[Source : cahiers du socialisme](#)

4 Annexe

4 Alain Gresh : Palestine : La prochaine guerre.

1er mars 1973. Le président américain Richard Nixon reçoit à Washington la première ministre israélienne Golda Meir. Il l'informe que le président égyptien Anouar Al-Sadate est prêt à négocier un traité global. Tout en prétendant que son pays veut la paix, Meir répond qu'elle préfère un accord intérimaire, qu'il ne faut pas se fier aux manœuvres du Caire, qui veut d'abord un retrait israélien sur les lignes du 4 juin 1967, ensuite un retour au plan de partage voté par les Nations unies en novembre 1947, et une solution du problème palestinien dont il faudra discuter avec Yasser Arafat et « *les terroristes* ». Rapportant cette conversation, à partir des documents divulgués par WikiLeaks, le journaliste israélien Aluf Benn (« *Netanyahu is telling Obama what Golda told Nixon* », *Haaretz*, 15 décembre 2010) dresse un parallèle entre la situation à l'époque où le refus israélien allait déboucher sur la guerre d'octobre 1973 et le franchissement du canal de Suez par les troupes égyptiennes, et les réponses dilatoires apportées par M. Benjamin Nétanyahou au président Barack Obama. Il rappelle que le premier ministre actuel, rentré précipitamment de Boston pour monter au front en octobre 1973, devrait « *rafraîchir sa mémoire en écoutant les enregistrements des conversations entre Meir et Nixon et se demander ce qu'il peut faire pour ne pas répéter les mêmes erreurs et pousser son pays aveuglément vers un seconde désastre de Yom Kippour* », une guerre qui devait coûter 2 600 soldats à l'armée israélienne.

Le refus de Tel-Aviv d'accepter la proposition du président Barack Obama de geler pour trois mois la colonisation en Cisjordanie (et non à Jérusalem-Est) en échange de promesses sans précédent, que le commentateur Thomas Friedman (« *Reality Check* », *New York Times*, 11 décembre 2010), peu suspect de sympathies pour les Arabes, compare à une tentative de corruption pure et simple, a confirmé non seulement l'incapacité du président Obama à exercer une pression sérieuse sur Israël, mais le rejet par M. Nétanyahou du moindre compromis. Bien sûr, comme ses prédécesseurs, il prétend vouloir la paix, mais c'est la paix humiliante imposée par les vainqueurs, une paix fondée sur la négation des droits élémentaires des Palestiniens.

Lors des négociations secrètes avec les Palestiniens durant l'année qui vient de s'écouler, M. Nétanyahou a répété que tout accord nécessitait l'acceptation par les Palestiniens du « concept de sécurité » israélien, ce qui signifiait, entre autres, l'acquiescement à la présence de troupes israéliennes sur le Jourdain et le long du « mur de l'apartheid » (du côté palestinien bien sûr), et la poursuite de l'occupation d'une partie non négligeable de la Cisjordanie (Dan Ephron, « *16 hours in*

September », *Newsweek*, 11 décembre 2010). Il n'a fixé aucun terme à cette présence israélienne, sans doute censée durer jusqu'à ce que les Palestiniens deviennent « civilisés »...

Ce blocage sur le front palestinien pousse l'armée israélienne à échafauder les plans de ses nouvelles guerres, fondées sur ce « concept de sécurité » qui veut que tous ceux qui refusent la domination de Tel-Aviv sur la région soient des « terroristes » qu'il faut éliminer. Aucun autre pays, pas même les Etats-Unis, n'ont une conception de la sécurité aussi extensive, une conception qui fait d'Israël un fauteur de guerres permanentes. Sur qui va fondre l'armée israélienne, contre qui portera-t-elle ses prochains coups ?

Sur Gaza ? Il y a deux ans, les blindés et l'aviation israélienne réduisaient en cendres des centaines de bâtiments et tuaient des centaines de civils, commettant ce que le rapport Goldstone qualifie de « crimes de guerres » et sans doute de « crimes contre l'humanité ». Pourtant, le Hamas est toujours solidement installé au pouvoir. Combien de temps Tel-Aviv peut-il se résigner à cette situation ?

Sur le Liban ? En juillet-août 2006, l'armée israélienne échouait dans ses tentatives de réduire le Hezbollah, mais réussissait à détruire le pays, au mépris du droit international ; trois ans et demi plus tard, l'organisation est plus puissante que jamais et l'état-major n'écarte pas une opération majeure qui risquerait de conduire à l'occupation d'une partie du Liban (lire Anshel Pfeffer, « Is the IDF prepping for a third war with Lebanon », *Haaretz*, 19 décembre 2010).

Sur l'Iran ? Au risque de provoquer un conflit majeur qui s'étendrait de l'Irak au Liban, de la Palestine à l'Afghanistan ? Personne ne peut le dire, mais, au Proche-Orient, l'absence de paix débouche forcément sur la guerre... Contrairement à 1973, c'est Israël qui prendra l'initiative directe du conflit, sauf qu'il se heurtera non seulement à des ennemis bien plus efficaces, mais, comme le signale le militant de la paix israélien Uri Avnery (« Ship of fools 2 », Gush Shalom, 18 décembre 2010), à l'hostilité grandissante de l'opinion mondiale, hostilité dont a témoigné la reconnaissance de l'Etat de Palestine dans les frontières de 1967 par le Brésil, la Bolivie, l'Argentine, ou la lettre de 26 anciens dirigeants européens (Chris Patten, Giuliano Amato, Felipe González, Lionel Jospin, Hubert Védrine, Romano Prodi, Javier Solana, etc.) – tout sauf des extrémistes – appelant l'Union européenne à prendre des sanctions si, d'ici le printemps, le gouvernement israélien ne change pas de politique. L'organisation Human Rights Watch a publié le 19 décembre un rapport (« Israel/West Bank : Separate and Unequal ») qui souligne que les Palestiniens sont victimes de discriminations systématiques et appelle le gouvernement des Etats-Unis à réduire de plus de 1 milliard de dollars son aide annuelle à Israël (soit l'équivalent des investissements israéliens en faveur des colonies).

En conclusion, Avnery note que le soutien américain à Israël relève de l'assistance au suicide. « *En Israël, une telle assistance est un crime. En revanche, le suicide ne l'est pas. Ceux que les dieux veulent détruire, ils les rendent d'abord fous. Espérons que nous retrouverons nos esprits avant qu'il ne soit trop tard.* »

Alain Gresh

Mercredi 22 décembre 2010

Source : Les blogs du Diplo

<http://blog.mondediplo.net/...>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19